

Le secteur des minéraux et métaux, élément de notre économie canadienne dynamique, comprend plus de 9,000 compagnies. Il compte plus de 400,000 employés d'un océan à l'autre. En 1980, il a produit pour plus de 43 milliards de dollars de biens et services. A mon avis, notre pays est en excellente santé et son économie se porte vraiment très bien.

Des voix: Bravo!

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai écouté les propos du ministre avec un certain intérêt car j'espérais que dans les derniers instants de son intervention, elle parlerait de la côte est. Nous avons très bien accueilli les décisions raisonnables du gouvernement qui a accepté de poursuivre des projets lancés il y a longtemps et d'adopter des idées qui se sont imposées avec le temps, probablement à cause de la flambée mondiale des prix de l'énergie depuis sept ou huit ans.

L'exploitation du charbon est une mesure provisoire pour la Nouvelle-Écosse. Nous n'avions absolument pas le choix. Nous pensons que la décision de relancer l'extraction du charbon est un bon investissement à moyen et à long terme tant pour l'économie de la région de l'Atlantique que pour le gouvernement fédéral.

Toutefois, dans cette même veine, j'ai été quelque peu étonné d'apprendre, au cours des quatre ou cinq derniers jours, que M. Read, du service de remplacement du pétrole du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, a informé M. Dave Nantes, président de la Tidal Power Corporation, société de la Couronne de la province de la Nouvelle-Écosse, que le gouvernement fédéral envisage sérieusement de mettre fin au financement des études actuellement en cours, lesquelles doivent être terminées dans le courant de l'année. Le gouvernement canadien a contribué directement à ces études en sa qualité de membre du comité chargé de coordonner le financement du projet d'usine marémotrice à la baie de Fundy. Il avait manifesté son intention de ne pas financer la partie des études qui toucherait à tout projet d'exportation d'électricité.

J'ai déjà dit que l'exploitation du charbon comportait des avantages provisoires et à court terme et qu'elle procurerait à la Nouvelle-Écosse des avantages à long terme en matière d'emplois et autres. Cependant, les avantages à long et à moyen terme liés au financement du projet d'aménagement marémoteur à la baie de Fundy résident dans le fait que la houille bleue est une ressource renouvelable. Elle n'est pas limitée; elle est renouvelable. Je suis par conséquent étonné qu'à l'approche de 1982, alors qu'on a pris la décision importante de procéder aux travaux de planification et de technogénie ainsi qu'à d'autres études d'aménagement dont le coût pourrait s'élever à un demi milliard de dollars, le gouvernement fédéral menace d'en suspendre le financement. Jusqu'à présent, le gouvernement fédéral a pratiquement mené les opérations et il en a retiré tout le crédit possible. Comme le projet était valable il y a quelques années, comme il continue à l'être aujourd'hui et le sera encore davantage demain, je m'étonne que le gouvernement menace d'en suspendre le financement.

Je ne comprends pas pourquoi, au moment où il est tellement crucial d'exploiter l'énergie marémotrice de la baie de Fundy pour bénéficier de cette formidable source renouvelable

L'énergie

dans les années 80, le gouvernement peut en fait, menacer de ne plus la financer. J'espère que ce ne sont pas les vues du gouvernement mais plutôt une réaction de bureaucrate à un poste de dépense. C'est assez simple. L'argent paie les frais de mise à jour, l'évaluation des coûts de transport et une étude de mise en marché. Tout cela est nécessaire parce que le développement de l'énergie marémotrice de la baie de Fundy est un projet colossal.

Il ne sera économique pour les Canadiens de l'Atlantique et des autres régions que si les marchés sont à la mesure du projet. Il faut aller chercher ces marchés dans le nord-est des États-Unis et surtout en Nouvelle-Angleterre. C'est là que nous devons chercher des clients si nous voulons que l'usine marémotrice à la baie de Fundy soit économiquement réalisable. Elle serait alors rentable non seulement pour les Canadiens de l'Atlantique mais pour tous les Canadiens.

Je me demande pourquoi le gouvernement voudrait agir ainsi. Cela n'est jamais arrivé auparavant. Le ministre du Travail (M. Regan) le saurait probablement et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) aussi, sûrement, s'il était ici. Je regrette qu'il ne soit pas là. Je regrette qu'il n'y ait pas non plus, en ce moment, de députés des Maritimes à la Chambre.

Jamais, de toute son histoire, le projet d'usine marémotrice à la baie de Fundy n'a suscité autant d'intérêt. Les États-Unis sont en train d'adopter une loi qui leur permettra de participer au développement, à l'acquisition et à la distribution de l'électricité. Il suffit d'aborder ce sujet avec M. Nantes, le président de la Tidal Power Corporation, pour être convaincu que les investisseurs s'intéressent vivement à ce projet. C'est pourquoi nous sommes pour la plupart déconcertés de voir le gouvernement revenir sur sa parole et renoncer aux études préparatoires permanentes qu'il faudrait effectuer avant de pouvoir véritablement exploiter l'énergie marémotrice de la baie de Fundy. Ce n'est pourtant qu'une exploitation véritable qui peut rendre ce projet économiquement viable.

● (1720)

Dans toute cette histoire, nous avons parlé d'énergie et de chauffage des maisons. J'aimerais bien que mon adversaire au cours de la dernière élection générale puisse m'entendre aujourd'hui. Il est venu avec moi d'assemblée en assemblée, répétant aux gens que les libéraux ne permettraient jamais que le prix de l'essence atteigne les 18c. le gallon que les conservateurs «leur imposaient.» Or, il y a eu 13 hausses depuis que les libéraux ont repris le pouvoir, il y a 16 mois monsieur l'Orateur. Et s'ils ont repris le pouvoir, c'est qu'ils ont réussi à faire peur aux Canadiens au sujet de la hausse de 18c. de la taxe d'accise. Et pourtant, l'ensemble des hausses établies cette année seulement atteindra probablement \$10 le baril. Et cela ne fait que commencer. Le prix du mazout domestique a augmenté de 37c. le gallon sans qu'aucune mesure d'aide n'ait été prise.

Le ministre a consacré tout son temps de parole au budget Crosbie, sans dire un mot des intentions du gouvernement ni des orientations qu'il souhaite donner au pays. J'aimerais justement citer deux passages du budget Crosbie. Le premier est le suivant: